Le Rouge Gorge

2021, L'humain d'abord !

PCF SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français **14 juin 2021**

POUR UNE NORMANDIE OU CHAQUE VIE, CHAQUE TERRITOIRE COMPTE

La crise sanitaire sans précédent que nous traversons a révélé l'incapacité tant du président de la République que des Présidents actuels du département de la Seine-Maritime (le macroniste Bertrand Bellanger) et de la Région normande (le centriste Hervé Morin). En particulier, c'est avec un train de retard que ce dernier s'est décidé à acheter des masques pour protéger notre population contre le Covid. Main dans la main avec Emmanuel Macron, ils ont fermé des écoles d'infirmières, ils ont supprimé des lits à l'hôpital au moment où la pandémie a éclaté, ils ont sabordé l'industrie normande. Ils se sont disqualifiés pour présider aux destinées de notre département et de notre région

Avec Sébastien Jumel et son équipe, parmi laquelle le fécampois Aurélien Simon, d'autres choix sont possibles, pour bâtir une région entre terre et mer, qui place le développement portuaire, le transmanche, l'agriculture et la pêche au cœur de notre économie réelle, pour un renouveau industriel « made in Normandie », comme par exemple avec la fabrication de vaccins par les usines SANOFI et PASTEUR du Val de Reuil ou avec le développement du trafic transmanche qui intéresse le territoire fécampois

Il y a aussi d'importants gisements d'emplois dans les métiers du soin et du lien, qui sont en première ligne face au Covid et qui ont tant souffert des politiques de Messieurs Macron, Morin et Bellenger, qui souffrent tant de la gestion actuelle du CCAS de Fécamp par la conseillère départementale de droite Dominique Tessier. Sébastien Jumel propose de réorienter les ressources du département et de la région en faveur d'un plan d'humanisation des EHPAD et de l'aide à domicile, il propose que le département mette sur pied un réseau de 200 postes de médecins salariés pour nos déserts médicaux. Parmi les compétences des régions se trouvent également les transports : aucun habitant ne devrait se trouver à plus de 15 mn des services publics et des transports.

Et surtout, nous n'avons pas besoin d'un président de région qui manie surtout l'arrosoir aux subventions pour consolider ses réseaux électoraux, comme le dénonçait sa collègue centriste Nathalie Goulet parlant de « foutage de gueule » à propos d'Hervé Morin, le président actuel de la région normande. Les habitants de la Normandie ont besoin d'un président qui prépare l'avenir, qui ait une vision à long terme, qui parie sur la jeunesse, comme le fait Sébastien Jumel, avec son projet de rénovation des lycées, de mise en place d'une allocation autonomie pour les jeunes

Le 20 juin, il faut que le monde du travail envoie un message clair aux présidents des riches, qu'il s'agisse du président de la République, de la Normandie ou de la Seine-Maritime. Nous voulons une région qui prend soin, nous voulons une Normandie qui nous ressemble, où chaque vie compte, où chaque territoire compte

AU SOMMAIRE :

Page 2 : manifestation des salariées du CCAS de Fécamp contre le licenciement d'une de leurs collègues par Mme Tessier - droite et extrême-droite, les petits arrangements entre amis

Page 3 : quand M. Bazille fait des ronds dans l'eau

Page 4 et 5 : le collectif « Un médecin pour chacun » interpelle les candidat-es aux élections sur leurs projets concrets

Page 6 : le sondage Courrier Cauchois / Tendance Ouest / ELABE sur les élections régionales

Page 7 : Sébastien Jumel, une dynamique qui ouvre la porte à des rêves de conquêtes normandes

Page 8 et 9 : la parenthèse enchantée de la pandémie pour les dividendes des actionnaires

Dimanche 20 juin : 1er tour des élections régionales et départementales

LES « VALEURS HUMANISTES » DE LA CANDIDATE DE DROITE AUX ELECTIONS

Une manifestation haute en couleurs s'est déroulée Jeudi 10 juin dans la cour de la mairie de Fécamp afin de protester contre le licenciement, après 15 ans de bons et loyaux services, d'une salariée du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) en raison d'une inaptitude pour raisons de santé. Avec leur syndicat CGT, les agentes du CCAS ont exigé de Mme Dominique Tessier, l'élue en charge du CCAS de Fécamp, qu'elle reclasse cette salariée sur un poste compatible avec son état de santé.

Rappelons que Mme Tessier, issue du monde de la banque, est également candidate aux élections départementales avec Monsieur Alain Bazille, sous l'étiquette du parti de droite Les Républicains. Aurélien Simon, le candidat du PCF aux élections régionales était présent dans cette manifestation. Tous les autres candidats ont, hélas, brillé par leur absence

Le Rouge-Gorge du début du mois de juin s'était déjà fait l'écho de la gestion invraisemblable de Mme Tessier, qui a réussi le tour de force de faire du CCAS le pire employeur de tout Fécamp. Rarement un Centre d'Action Sociale aura aussi mal porté son nom.

La vidéo expliquant les causes du licenciement

La vidéo de l'interview de Sylvie Lefrançois, la déléguée syndicale

Droite et extrême-droite : transfuges et rapprochements en sous-main

La porosité croissante entre l'électorat du RN et de LR devient de plus en plus inquiétante pour celles et ceux qui sont attachés aux valeurs humanistes qui font la grandeur de la France depuis la révolution

Déjà, lors des élections municipales de 2020, un grand nombre de candidats de la droite avaient bénéficié du soutien du RN

Le nombre croissant de transfuges entre LR et le RN, à l'image de Thierry Mariani, ancien dirigeant LR devenu aujourd'hui le candidat du RN en région PCACA, est très inquiétant. On pourrait également citer Jean-Paul Garraud, ancien fondateur du courant « La droite populaire » au sein du parti de droite UMP, qui a changé de bord en 2019, pour devenir député européen sous la casaque du RN et est aujourd'hui la tête de liste du parti d'extrême-droite en Occitanie. Sébastien Chenu, la tête de liste du RN aux élections régionales dans les Hauts-de-France est lui aussi un ancien de l'UMP.

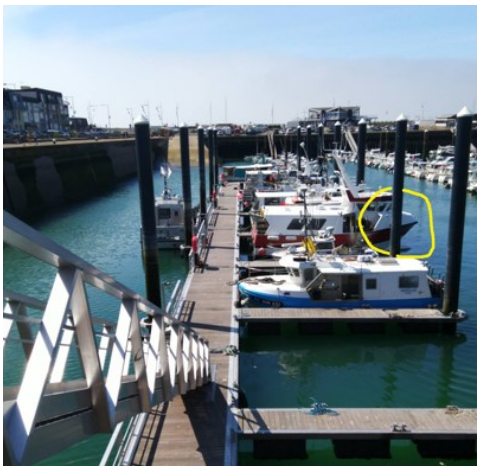
Les petits accords entre amis se multiplient également en coulisses entre la droite et le RN , Nicolas Dupont-Aignan jouant le rôle de passerelle entre eux.

Ouvertement, Guillaume Peltier, le n°2 du parti de droite LR, appelle à un rapprochement avec Gilles Menard, le maire d'extrême droite de Béziers, sans que cela perturbe beaucoup les « valeurs humanistes » de M. Bazille et Mme Tessier dont le silence sur la question est assourdissant

Rappelons-leur les ignobles propos de Julien Odoul, le candidat du RN en Bourgogne -France-Comté qui, côté jardin fait des selfies dans les fermes pour attirer les voix rurales mais qui, côté cour, montre son vrai visage en plaisantant grassement sur les suicides d'agriculteurs en demandant « Est-ce que la corde est française ?»

M. Bazille, Mme Tessier, l'extrême-droite, avec son discours de haine et d'exclusion est un facteur de désintégration de la société française et de nos libertés...

QUAND ALAIN BAZILLE FAIT DES RONDS DANS L'EAU



Dans sa plaquette électorale, M. Alain Bazille, le candidat de la droite à l'élection départementale fait étalage de ses réalisations en sa qualité de vice-président de la Seine-Maritime en charge des ports.

Une petite promenade sur le port et le boulevard de la République s'est révélée tout à fait édifiante sur l'écart qu'il y a entre la communication politique et la réalité. La réfection des pontons du port fait grincer des dents beaucoup d'usagers, à commencer par les pêcheurs : il manque 2 mètres de long aux pontons pour permettre aux navires d'accoster correctement. A chaque fois, il y a un bout de la proue ou de la poupe qui dépasse, comme on le voit sur la photo ci-contre.

Nous avons fini notre balade sous le beau soleil de Fécamp, par le boulevard de la République. Nous y avons vu le spectacle désolant de la grue achetée par le département à Dunkerque, abandonnée derrière une clôture, cette grue que les ouvriers du port ont baptisée du sobriquet « la grue à Bazille ». Cette grue n'a jamais fonctionné, parce qu'elle n'était pas aux normes. Bref, la bonne affaire du siècle selon M. Bazille… L'achat de cette grue, sa remise aux normes, ont déjà coûté plus d'1 million €. La location depuis 27 mois d'une grue de remplacement pour le port, à 20 000 € par mois laisse une ardoise de 540 000 € supplémentaires L'argent des impôts des salariés... Que M. Bazille s'amuse à faire des ronds dans l'eau, pourquoi pas ? Mais qu'il jette ainsi nos ronds à l'eau, là, il y a de l'abus

La grue, les pontons, l'augmentation exorbitante de la taxe poubelle, la gestion aberrante du CCAS, la barque de M. Bazille et de Mme Tessier commence à être bien chargée. Coulera-t'elle lors des élections ?

LES 20 ET 27 JUIN, ALLEZ VOTER, SANCTIONNEZ-LES !

L'augmentation de la taxe poubelle: c'est eux!

CONFERENCE DE PRESSE DU COLLECTIF « UN MEDECIN POUR CHACUN »

Lundi 7 juin, lors d'une conférence de presse, le collectif « Un médecin pour chacun » s'est rappelé au bon souvenir des candidats aux élections pour leur demander des engagements précis et chiffrés afin d'attirer des médecins dans le territoire de Fécamp et de Valmont.

Devant le peu d'empressement des candidats à répondre aux questions émises par le collectif « Un médecin pour chacun » dans sa lettre ouverte (cf. page suivante), le Rouge-gorge a tenu à faire le bilan dans le domaine de la santé, d'Hervé Morin, le président de la région et de Marie-Agnès Poussier-Winsback. Un bilan qu'on pourrait résumer par un seul mot : consternant.

Rappelons pour commencer le bien triste épisode pour Fécamp de la perte de son statut de zone médicale prioritaire en décembre 2017 (cf. le Rouge-Gorge d'avril 2018), décidée par la majorité de droite du conseil régional, dont la vice-présidente est Mme Poussier-Winsback, Il avait fallu à l'époque les 6000 signatures recueillies par la pétition géante du collectif « un médecin pour chacun » pour faire revenir l'Agence Régionale de Santé sur sa décision, pétition qui avait été à l'époque déposée sur le bureau du Président de Région, en pleine réunion plénière, par Céline Brulin, aujourd'hui candidate aux élections régionales sur la liste de Sébastien Jumel.

Le mandat du président sortant Hervé Morin a également été marqué par la fermeture de lits dans nos hôpitaux, la fermeture de 4 écoles d'infirmières et d'aides-soignantes dans notre région, à un moment où nous en avons tellement besoin pour nos EHPAD, pour assurer les soins à domicile et permettre aux services hospitaliers de bien fonctionner.

De même, le projet de création d'une faculté dentaire au Havre est tombé dans les oubliettes sans fond des promesses électorales de la droite.

Tout comme à Fécamp les belles paroles de Mme Poussier-Winsback sur la création d'un centre de santé pluridisciplinaire (un « centre avec des activités à forte valeur ajoutée » qu'elle disait, pour se faire élire…) sa principale réalisation dans le domaine ayant été de couper le ruban bleu lors de l'inauguration du centre de santé intercommunal public , dont l'idée avait été émise en 2012 par le collectif « Un médecin pour chacun » puis décidée par l'ancien maire de Fécamp, Patrick Jeanne. Depuis l'arrivée à la mairie de la nouvelle équipe municipale, les effectifs du centre de santé ont été augmentés à hauteur de 5 équivalents temps-plein. Mais face à la prochaine vague de départs en retraite des médecins qui s'annonce à partir de 2022, il y a urgence à faire plus et mieux.

La gestion de la pandémie actuelle du Covid n'a pas été plus brillante, la Seine-Maritime et la Normandie se distinguant comme ayant été parmi les dernières régions de France à commander des masques pour protéger leur population. La Seine-Maritime et la Normandie ne se sont finalement décidées à acheter des masques que lorsque toutes les autres régions de France l'avaient déjà décidé (cf. l'édito du numéro d'avril 2020 du Rouge-Gorge)... On peut légitimement se demander si ce train de retard n'a pas joué un rôle dans la flambée de la dernière vague de l'épidémie de Covid19, provoquant le classement de la Seine-Maritime en zone rouge.

La préparation de l'avenir par notre département, l'action publique a été tout aussi décevante pendant le dernier mandat. En particulier lorsque le collectif « un médecin pour chacun » avait proposé au vice-président de droite en charge de la santé d'étudier la possibilité de mettre en place un réseau de centres de santé avec des médecins salariés, comme l'ont fait déjà d'autres départements de France, des délégations devaient être envoyées dans ces territoires pour y enquêter, promesse qui n'a jamais été tenue, aucune délégation ne s'étant jamais rendue dans l'Ardèche, en Charente, en Corrèze, dans l'Orne, en Saône-et-Loire …

Et que dire de l'action locale dans le territoire de l'agglomération de Fécamp et de Valmont ? A l'issue des dernières élections municipales, Mme Rivière, la

successeure de M. Bazille à la tête de la mairie de Thérouldeville, avait été désignée par Mme Poussier-Winsback pour gérer le dossier de la santé au sein de l'agglomération de Fécamp, dossier sur lequel elle n'est JAMAIS intervenue. Rien ! Sa présence comme suppléante d'Alain Bazille pour les élections départementales du 20 juin prochain est très inquiétante, au vu de son peu d'investissement personnel dans le dossier de la santé et des déserts médicaux

LETTRE OUVERTE DU COLLECTIF « UN MEDECIN POUR CHACUN » AUX CANDIDATS AUX ELECTIONS

Les élections arrivent et nous sommes très inquiets du peu de propositions en matière de santé faites tant par les élus actuels que par celles et ceux qui aspirent à les remplacer.

Après l'hémorragie de médecins généralistes qu'a connue Fécamp dans la décennie 20210-2020, ce sont nos spécialistes qui ont pris leur retraite. En l'espace de 2 ans, notre ville a perdu son dermatologue, sa rhumatologue, ses deux phlébologues, l'un de ses deux ORL et la maternité de l'hôpital a perdu son chef de service.

La situation a été partiellement amortie par l'installation en 2019 d'un nouveau médecin généraliste libéral à Fécamp ainsi que par la création du centre de santé intercommunal, dont l'idée avait été émise par le collectif « Un médecin pour chacun », puis reprise par la municipalité de Mr Jeanne et Mme Grelier, l'équipe de Mme Poussier-Winsback portant l'effectif des médecins salariés de ce centre de 2 à 5 équivalents temps-plein. Mais depuis, plus rien.

L'avenir est inquiétant : 3 de nos médecins généralistes libéraux continuent encore à travailler bien qu'ayant déjà atteint l'âge de la retraite. A ces 3 médecins viennent s'ajouter 6 autres qui arrivent à la retraite à partir de 2022. Et aucun médecin spécialiste libéral n'est venu s'installer récemment à Fécamp

Nous lançons donc un appel à tous les candidat-es aux élections : on ne peut pas prétendre représenter les citoyens de notre ville et ne pas être présenter un véritable plan pour l'accès de soins. Nous ne voulons plus lire des slogans bidons au détour d'une plaquette électorale. Ce que nous attendons, ce sont des propositions chiffrées, assorties d'un échéancier précis. La balle est dans votre camp, Mesdames et Messieurs les candidats

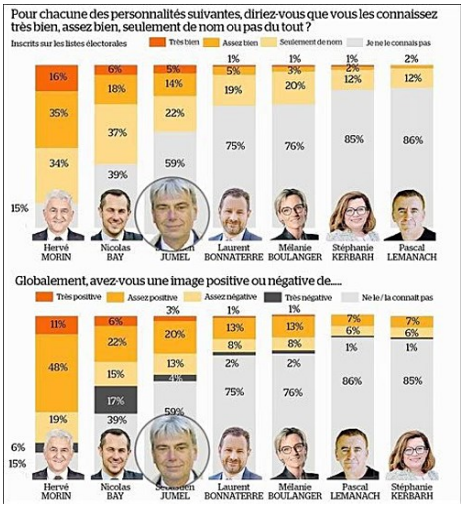
Le collectif « Un médecin pour chacun »

Avec Sébastien Jumel, mettons le paquet sur la santé, en Normandie

- *Recrutement de 200 médecins salariés*
- *Plan de rattrapage pour les investissements dans les hôpitaux*
- *Plan d'humanisation des EHPAD*
- *Développement des écoles d'infirmiers et d'aides-soignants*
- *Ouverture d'une faculté dentaire*
- *Production de vaccins en Normandie*

SONDAGE COURRIER CAUCHOIS / ELABE / TENDANCE OUEST

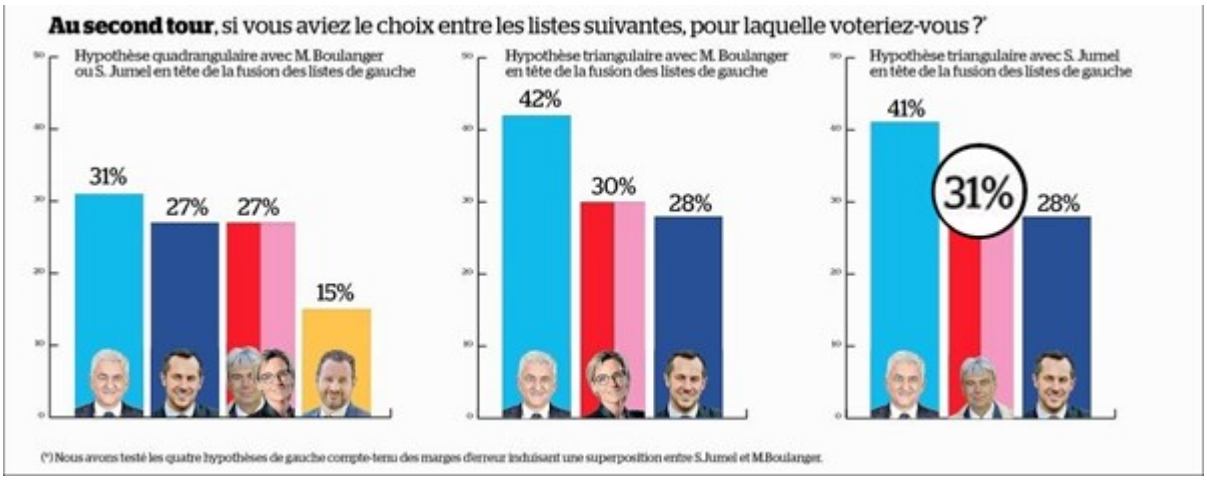
Le sondage Courrier cauchois-La Manche Libre-Tendance Ouest-Elabe publié ce 8 juin contient quelques enseignements intéressants pour l'élection régionale des 20 et 27 juin prochains.



En terme de notoriété, Sébastien Jumel, l'ancien maire de Dieppe, se classe 3ème auprès des sondés.

Le candidat du RN est celui dont l'image est la plus négative (15 % des sondés disent en avoir une mauvaise image et 17 % une très mauvaise). À gauche, Sébastien Jumel a une image très positive pour 3 % des sondés, une image assez positive pour 20 %. Mélanie Boulanger, la candidate du PS recueille seulement 1% de très bonnes opinions et 13 % d'opinions assez positives, ces chiffres venant apporter de l'eau au moulin des socialistes qui étaient partisans d'une liste commune avec Sébastien Jumel,

Si la prime au sortant permet sans surprise à Hervé Morin d'arriver en tête au 1er tour, avec 31 % des suffrages, la situation reste très ouverte au second tour : dans l'hypothèse d'une triangulaire droite/gauche/RN, c'est une liste de rassemblement de la gauche et des écologistes emmenée par Sébastien Jumel qui ferait le meilleur score dace à la droite (31 %), Dans l'hypothèse d'une quadrangulaire droite /gauche /RN / LaREM, les écarts seraient beaucoup plus serrés avec 31 % seulement pour Hervé Morin, 27 % pour une liste menée par Sébastien Jumel ou Mélanie Boulanger, le candidat d'extrême droite stagnant entre les 2 tours à un niveau de 27 %, suivi loin derrière, par Laurent Bonnaterre (15 %), l'un des 2 candidats, issu de la macronie avec sa collègue et rivale Stéphanie Kerbarh



Ce sondage montre également la dynamique de chaque candidat, par rapport à l'élection de 2015. Sans surprise là encore, Hervé Morin bénéficie de la prime au sortant, qui lui permettrait d'améliorer son score de 2015 (27,91 %) pour atteindre 31 % si l'élection avait eu lieu ce 11 juin. Avec 10 % des voix, Sébastien Jumel connaîtrait également une nette progression par rapport au score de 2015 où il avait recueilli 7,04 % et cela sans bénéficier de la prime au sortant. Le RN serait stable à un niveau élevé de 27 % contre 27,71 % en 2015. Pour le PS la chute serait lourde : en 2015, le total des 2 candidats socialistes et écologistes atteignait 29,66 % (avec respectivement 23,52 % et 6,14 %) des suffrages exprimés). Si l'élection avait eu lieu ce 11 juin, le sondage ne leur en accorderait plus que 16 %. Question : la dynamique qui pousse actuellement à gauche Sébastien Jumel va-t-elle continuer à s'amplifier dans les derniers jours de la campagne électorale ? Réponse le 20 juin, avec le seul sondage qui compte réellement : celui du suffrage universel des citoyennes et des citoyens de Normandie

Sébastien Jumel lors du meeting sur les berges de la Seine, à Rouen

Régionales 2021. En meeting à Rouen, la gauche rêve de conquêtes normandes

Le député communiste Sébastien Jumel et les candidats (PCF-FI-PRG) aux élections en Normandie et dans le département de Seine-Maritime ont tenu, samedi 5 juin, un meeting en plein air, à Rouen, sur les bords de la Seine
Accompagné de ses colistiers à la région et des candidats dans les cantons de Seine-Maritime du rassemblement PCF-FI-PRG qu'il conduit, Sébastien Jumel a affirmé sa volonté de permettre que les *« gens ordinaires s'approprient l'hémicycle régional ». « Nous ne serons pas des coupeurs de rubans mais des élus de combat »,* s'est exclamé Nicolas Langlois, successeur de Sébastien Jumel à la tête de la mairie de Dieppe et candidat aux départementales.

L'objectif : battre Hervé Morin

Mais, pour ce faire, Sébastien Jumel et son « Rassemblement de la gauche combative, républicaine et écologique » devront battre Hervé Morin (Les Centristes-LR), bien décidé à rempiler pour un deuxième mandat. La liste PS-EELV conduite par Mélanie Boulanger, celle du RN et les 2 listes concurrentes de LaREM sont aussi sur la ligne de départ.
Mais c'est contre Hervé Morin, président de la région normande, que Sébastien Jumel a concentré ses attaques. Selon la tête de liste PCF-FI-PRG, Emmanuel Macron et Hervé Morin sont *« Les 2 M qui ne s'intéressent qu'à la France et à la Normandie qui réussit »*.
Le communiste pointe ainsi les conséquences des politiques libérales dans sa région, et notamment dans les transports, où il accuse le président de région d'avoir *« supprimé des trains, des arrêts, négligé les petites lignes »*. Un constat que partage sa colistière Emma Salley, étudiante de 21 ans et responsable des jeunes de la France Insoumise, qui témoigne *« avoir mis plus de 3 h 30 à venir à Rouen depuis Cherbourg »*.

12 priorités

Afin de *« déconfiner la démocratie et mettre sur la table du banquet régional tous les problèmes que connaissent les Normands »*, Sébastien Jumel porte 12 priorités pour bâtir *« une région qui prend soin »* de ses habitant-es.
Ainsi, son rassemblement propose notamment la gratuité des transports pour les moins de 26 ans ou encore une allocation autonomie jeunesse.
Dans le domaine économique, Sébastien Jumel plaide pour le *« made in Normandie »* et *« la souveraineté industrielle »,* en rappelant que la Normandie est la troisième région industrielle de France. Le communiste pointe en particulier la possibilité qu'il y a de fabriquer dans les usines Pasteur et SANOFI de Val-de-Reuil les vaccins contre le covid.
Sur la question de la santé, Sébastien Jumel a étrillé les mesures gouvernementales après le Ségur de la santé, notamment le manque d'infirmiers et de médecins
« En Normandie, ce sont 250 millions d'euros seulement qui sont annoncés alors que le seul hôpital de Cherbourg compte déjà 76 millions d'euros de déficit », se désole-t-il, avant d'affirmer *« qu'à l'époque Hervé Morin et l'ARS ont, main dans la main, fermé six instituts de formation pour les aides-soignants (IFAS) et un pour les infirmiers (IFSI »*. Le candidat communiste ambitionne, lui, de recruter 200 médecins salariés et d'augmenter de 50 % le nombre de places dans les IFAS et les IFSI.

« Une campagne à la Jules Verne »

« C'est un programme qui part du vécu des gens », se félicite Sébastien Jumel, qui sourit en évoquant une *« campagne à la Jules Verne, un tour du monde en 80 jours »*. Parmi les personnes dans le public, Jean-Marc, un agriculteur de la circonscription de Dieppe, où Sébastien Jumel est élu. Il reconnaît volontiers *« le travail de terrain »* de son député. Lui qui avait voté Emmanuel Macron en 2017 avant de s'engager dans le mouvement des gilets jaunes se réjouit de *« voter communiste pour la première fois de sa vie »*.
Un travail des élus PCF de la région et une caisse de résonance des luttes sociales qui fait dire à Vincent, secrétaire régional adjoint du syndicat SUD PTT, que soutenir ce rassemblement de gauche est *« une fin en soi »,* après les mobilisations sociales à La Poste.

« Il se passe quelque chose sur le terrain »

Un large rassemblement auquel participe notamment la France Insoumise. Pour son chef de file régional et tête de liste en Seine-Maritime, Maxime Da Silva, *« Sébastien Jumel fait la preuve dans sa circonscription qu'on peut rassembler et gagner au-delà des électorats communistes et insoumis »*. Car, depuis Rouen, la « gauche combative » espère de belles surprises le 27 juin. *« Il se passe quelque chose sur le terrain »,* note Franck Guéguéniat, maire d'Épron, membre du Parti des Radicaux de Gauche et tête de liste sur le département du Calvados.
Outre l'élection régionale, communistes, insoumis et radicaux de gauche gardent un œil sur le département de la Seine-Maritime. *« Notre rassemblement est le seul à gauche à pouvoir progresser et opérer ainsi la bascule du département »,* souligne Céline Brulin, sénatrice PCF de Seine-Maritime. Des échéances importantes car, Sébastien Jumel l'affirme, *« en fonction du résultat, Emmanuel Macron accentuera ou pas sa politique de casse de la France qui protège »*.

Lire aussi : Régionales 2021. Sébastien Jumel : « La politique peut changer la vie des gens »

DIVIDENDES
LA PANDÉMIE EST UNE PARENTHÈSE ENCHANTÉE

Les actionnaires fêtent le retour des pluies de dividendes. Des records, à mille lieues de ce qui se passe dans l'économie réelle, obtenus grâce au soutien financier de l'État. Scandaleux.

Un futur désirable attend les actionnaires. Partout dans le monde, les indices des places financières explosent, dépassant semaine après semaine de nouveaux records. À l'image du CAC 40, qui franchissait les 6 500 points pour la première fois depuis septembre 2000. Depuis le début de la crise sanitaire, en mars 2020, l'indice a ainsi rebondi de plus de 70 %. Une euphorie toute rationnelle de l'actionnaire, voyant dans cette crise du Covid une pause qui ne condamnera pas la trajectoire de long terme de son investissement. Les experts de la finance sont formels, le cours d'une action ou d'une obligation est la contrepartie de « la somme des dividendes attendus à l'avenir divisée par le taux de rentabilité espéré par l'investisseur », rappelle Michel Levasseur, professeur à l'université de Lille, sur le site The Conversation. En clair, explique l'économiste, « la valeur d'une action dépend des revenus que l'on anticipe grâce à elle, et la Bourse ne reflète pas l'état présent de l'économie, mais le futur tel qu'il est perçu par un très grand nombre de professionnels de la finance ». De plus, ajoute son confrère Thomas Dallery, avec la pandémie, une surépargne des ménages les plus aisés est venue alimenter la tendance à la hausse sur le marché d'actions. Or, ces nouveaux investisseurs qui ont acheté à prix d'or leurs actions vont exiger des entreprises de généreux dividendes.

80 %
La part des groupes ayant recours au chômage partiel et qui ont versé des dividendes en 2020 ou 2021.

70 MILLIARDS POUR 2023

Les multinationales l'ont déjà anticipé et promettent d'arroser. Ainsi, les grandes sociétés françaises cotées du SB120 devraient verser 52 milliards d'euros de dividendes au titre de 2021 à leurs actionnaires,

JÉRÔME LEBLOIS / HANS LUCAS VIA AFP

Le géant pharmaceutique français Sanofi supprime 400 postes de recherche et verse 4 milliards d'euros à ses actionnaires.

51 milliards d'euros, c'est le montant que s'apprêtent à verser les groupes du CAC 40. « Soit l'équivalent de la construction de 100 hôpitaux publics ou 1 300 lycées », indique l'Observatoire des multinationales.

ÉRIC PIERMONT / AFP

selon IHS Markit. Soit une hausse de 42 % en un an. Ces dividendes versés le seront au titre des résultats 2020, année qui pourtant a été marquée par la crise sanitaire liée à l'épidémie de coronavirus. L'objectif est de retrouver le niveau record de 2019, soit près de 70 milliards d'euros en 2023, notent les analystes. Pour ce faire, les entreprises ont reçu le soutien des banques centrales, lesquelles, « en faisant baisser les taux d'intérêt, ont contribué à rendre les actions attractives en matière de rendement », note l'économiste lillois. Si bien que « si le choc lié au Covid-19 a provoqué un effet brutal (des marchés) à court terme, il n'a pas modifié en 2020 une perception positive des professionnels de la finance » sur les rendements futurs. La crise est ainsi « vécue comme un choc exogène à l'économie ». Une « parenthèse », commente de son côté Thomas Dallery. « Sans modification des institutions et des gouvernances d'entreprise, le pouvoir est resté dans les mains des actionnaires. » Ainsi, ajoute l'économiste, « le mouvement de pression sur les dividendes et de création de valeur pour l'actionnaire, installé depuis les années 1990, se poursuit ». « L'appel à la moralisation n'a eu encore une fois aucun effet », conclut-il.

« COÛT PUBLIC DU CAPITAL »

Si bien que, avec des bénéfices accumulés de 37 milliards d'euros en 2020, les multinationales du CAC 40 s'apprêtent à ne distribuer pas moins de 51 milliards d'euros, calcule l'Observatoire des multinationales. « Soit l'équivalent de la construction de 100 hôpitaux publics ou 1 300 lycées, ou encore 36 000 kilomètres de ligne TER, ou encore la rémunération des 960 000 personnels soignants et non soignants des hôpitaux publics. Ou encore ce que gagnera une personne au Smic en 3,5 millions d'années. » Comment ? En puisant dans leur trésorerie ou même en empruntant à taux zéro. Ces entreprises se sont lancées également dans une chasse... « au coût » du travail. Renault, Société générale, Sanofi – pour ne citer qu'elles – ont lancé des plans de suppressions de postes. Chez Renault, par exemple, 15 000 emplois sont menacés, dont 4 600 en France.

Pour rassasier les appétits féroces des actionnaires, les grands groupes ont aussi pu compter sur ce que les économistes de Lille appellent « le coût public du capital ». À savoir, « les aides publiques distribuées pour permettre aux entreprises de tenir », résume Thomas Dallery. Depuis le début de la crise sanitaire, 155 milliards d'euros ont été octroyés aux entreprises, selon les chiffres de la Commission européenne, « faisant de la France la championne en Europe des aides aux entreprises et la deuxième derrière l'Espagne en parts du PIB », note l'Observatoire des multinationales. Auxquels s'ajoute une rallonge de plus de 15 milliards d'euros. Or, 12,3 % de cet argent public a bénéficié à seulement 46 grandes entreprises. Et 66 % du montant des prêts garantis par l'État (PGE) à des filiales de groupe. Or, explique l'économiste, ces aides publiques sont une sorte de « béquille » qui permet de « garantir la rentabilité du capital », puisqu'il n'est absolument pas demandé aux bénéficiaires de se justifier sur l'utilisation des profits réalisés, donc l'utilisation de ces aides publiques. ★

CLOTILDE MATHIEU
cmathieu@humanite.fr

DANS LE MONDE RÉEL, LA PAUVRETÉ EXPLOSE

Cent millions de travailleurs ont plongé dans la pauvreté durant la pandémie. La faute à la chute du volume d'emplois, notamment les plus rémunérés. À la fin de 2021, le monde comptera 75 millions d'emplois de moins que si la pandémie n'avait pas eu lieu, calcule l'Organisation internationale du travail dans son rapport annuel. 205 millions de personnes devraient être sans emploi en 2022, soit bien plus que les 187 millions de 2019. L'emploi devrait ne retrouver son niveau d'avant la pandémie qu'en 2023.